

CON.O.LUX. S. à r.l.
société à responsabilité limitée
L-6310 Beaufort, 59, Grand-Rue
R.C.S.L. B no. 163.239

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
--

du 16 décembre 2016 - Numéro 2016/2564

L'an deux mille seize, le seize décembre.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

A COMPARU:

Monsieur Pierre SALLOUM, licencié en droit, né à Damas (Syrie) le 19 avril 1975, demeurant à L-4818 Rodange, 2, avenue Dr. Gaasch, détenteur de cent (100) parts sociales.

Lequel comparant, agissant en sa qualité de seul associé de la société à responsabilité limitée "CON.O.LUX. S.à r.l.", avec siège social à L-5444 Schengen, 5, Baachergaass, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 163.239, constituée suivant acte reçu par le notaire Karine REUTER, alors de résidence à Pétange, en date du 17 août 2011, publié au Mémorial C, numéro 2610 du 27 octobre 2011 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le prédit notaire Karine REUTER, en date du 11 juin 2012, publié au Mémorial C, numéro 2114 du 25 août 2012, a requis le notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de transférer le siège de la société à L-6310 Beaufort, 59, Grand-Rue.

Deuxième résolution

L'associé unique décide de modifier l'objet social de la société, lequel objet aura désormais la teneur suivante :

« La société a pour objet :

I) le conseil économique ainsi que tous travaux de secrétariat ou de bureau ;

II) l'exploitation d'un ou de plusieurs débits de boissons alcoolisées et non alcoolisées, restaurants ou hôtels.

Elle a également pour objet le commerce, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, de matériaux de construction et de pierres, de denrées alimentaires destinées à la consommation humaine, de tous produits et beauté et d'hygiène ainsi que le commerce, en ce compris l'import-export, de tous produits et marchandises en général.

La société a en outre pour objet, pour son propre compte, l'acquisition, la détention, l'exploitation, la mise en valeur, la vente ou la location d'immeubles situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, ainsi que la prise de participation dans une ou plusieurs sociétés luxembourgeoises ou étrangères, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient ou non un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

D'une manière générale, la société prendra toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder ses droits, toutes mesures de surveillance et de contrôle et pourra effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social, à condition que la société ne participe pas à des opérations ou des transactions qui auraient pour résultat que la société soit engagée dans une activité pour laquelle un agrément serait nécessaire ou qui serait considérée comme étant une activité réglementée du secteur financier. »

Troisième résolution

Afin de tenir compte des résolutions qui précèdent et d'adapter les statuts

aux dispositions légales en vigueur, l'associé unique décide de procéder à une refonte complète des statuts, qui seront désormais rédigés exclusivement en langue française et qui auront la teneur suivante:

« Titre I: Raison sociale, objet, siège, durée

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, par la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et leurs lois modificatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet :

- I) le conseil économique ainsi que tous travaux de secrétariat ou de bureau ;
- II) l'exploitation d'un ou de plusieurs débits de boissons alcoolisées et non alcoolisées, restaurants ou hôtels.

Elle a également pour objet le commerce, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, de matériaux de construction et de pierres, de denrées alimentaires destinées à la consommation humaine, de tous produits et beauté et d'hygiène ainsi que le commerce, en ce compris l'import-export, de tous produits et marchandises en général.

La société a en outre pour objet, pour son propre compte, l'acquisition, la détention, l'exploitation, la mise en valeur, la vente ou la location d'immeubles situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, ainsi que la prise de participation dans une ou plusieurs sociétés luxembourgeoises ou étrangères, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient ou non un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

D'une manière générale, la société prendra toutes les mesures nécessaires

pour sauvegarder ses droits, toutes mesures de surveillance et de contrôle et pourra effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social, à condition que la société ne participe pas à des opérations ou des transactions qui auraient pour résultat que la société soit engagée dans une activité pour laquelle un agrément serait nécessaire ou qui serait considérée comme étant une activité réglementée du secteur financier.

Art. 3. La société prend la dénomination de "**CON.O.LUX. S.à r.l.**".

Art. 4. Le siège social est établi à Beaufort.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision du ou des gérants, lesquels sont autorisés à modifier les statuts en conséquence.

La société pourra établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. La durée de la société est illimitée.

Titre II: Capital social, apports, parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (€ 125.-) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont réunies entre les mains d'un seul associé, la société sera considérée comme une société à responsabilité limitée unipersonnelle conformément à l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2 de la même loi sont d'application.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés; elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 9. En cas de décès d'un associé, gérant ou non gérant, la société ne sera pas dissoute et elle continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés ne met pas fin à la société.

Art. 10. Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou un mandataire commun choisi parmi les associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Titre III: Gérance

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée des associés à la majorité du capital social et pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

L'acte de nomination fixera la durée de leurs fonctions et leurs pouvoirs.

Les associés pourront à tout moment décider de la même majorité la révocation du ou des gérants pour causes légitimes, ou encore pour toutes raisons quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés moyennant observation toutefois, en dehors de la révocation pour causes légitimes, du délai de préavis fixé par le contrat d'engagement ou

d'un délai de préavis de deux mois.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants ont la signature sociale et ils ont le droit d'ester en justice au nom de la société tant en demandant qu'en défendant.

Art. 12. Le décès du ou des gérants ou leur retrait, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Les héritiers ou ayants cause du ou des gérants ne peuvent en aucun cas faire apposer des scellés sur les documents et registres de la société, ni faire procéder à un inventaire judiciaire des valeurs sociales.

Titre IV: Décisions et assemblées générales

Art. 13. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou encore par un vote écrit sur le texte des résolutions à prendre et qui sera communiqué par lettre recommandée par la gérance aux associés.

Le vote écrit devra dans ce dernier cas être émis et envoyé à la société par les associés dans les quinze jours de la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 14. A moins de dispositions contraires prévues par les présents statuts ou par la loi, aucune décision n'est valablement prise que pour autant qu'elle ait été adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint à la première réunion ou lors de la consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Si la société ne compte qu'un seul associé, ses décisions sont inscrites sur un registre tenu au siège social de la société.

Art. 15. Les décisions sont constatées dans un registre de délibérations tenu par la gérance au siège social et auquel seront annexées les pièces constatant les votes exprimés par écrit ainsi que les procurations.

Titre V: Exercice social, inventaires, répartition des bénéfices

Art. 16. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Il sera dressé à la fin de l'exercice social un inventaire général de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire. Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite pourront prendre au siège social communication desdits inventaire et bilan.

Art. 18. Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif social et de tous comptes de provisions pour risques commerciaux ou autres, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce qu'il ait atteint le dixième du capital social.

Le solde du bénéfice sera à la disposition des associés qui décideront de son affectation ou de sa répartition.

S'il y a des pertes, elles seront supportées par tous les associés dans les proportions et jusqu'à concurrence de leurs parts sociales.

Titre VI: Dissolution, liquidation

Art. 19. En cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés commerciales telle que modifiée. »

Quatrième résolution

L'associé unique décide d'accepter la démission de Monsieur Pierre SALLOUM comme gérant unique de la société et de lui donner décharge pour l'exercice de son mandat.

Cinquième résolution

L'associé unique décide de nommer pour une durée indéterminée :

a) Monsieur Pierre SALLOUM, préqualifié, en qualité de gérant unique en ce qui concerne toutes les activités de l'objet social, à l'exception de celles visées à l'alinéa 1^{er}, paragraphe II de l'article 2 des statuts, avec pouvoir de signature individuelle.

b) Monsieur Mtaneos KHOURY, restaurateur, né à Kifram (Syrie) le 28 janvier 1968, demeurant à L-4882 Lamadelaine, 9, rue du Moulin, en qualité de gérant technique en ce qui concerne les activités de l'objet social visées à l'alinéa 1^{er}, paragraphe II de l'article 2 des statuts.

c) Monsieur Pierre SALLOUM, préqualifié, en qualité de gérant administratif en ce qui concerne les activités de l'objet social visées à l'alinéa 1^{er}, paragraphe II de l'article 2 des statuts.

La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe du gérant technique et du gérant administratif en ce qui concerne les activités de l'objet social visées à l'alinéa 1^{er}, paragraphe II de l'article 2 des statuts.

L'associé unique constate que l'adresse de l'associé unique, respectivement du prédit gérant et gérant administratif Monsieur Pierre SALLOUM est désormais fixée à L-4818 Rodange, 2, avenue Dr. Gaasch.

Le comparant déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la société faisant l'objet des présentes et agir pour son propre compte et certifie que la société ne se livre pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison des présentes, est évalué sans nul préjudice à neuf cents euros (€ 900.-).

DONT ACTE.

Fait et passé à Bascharage, en l'étude.

Date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

(s) SALLOUM, A. WEBER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 22 décembre 2016.

Relation : 1LAC/2016/41013

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur (s) MOLLING.

Pour expédition conforme,
délivrée à la société sur demande.

Bascharage, le 10 janvier 2017.